



Otan, le tabou de la gauche

L'art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 10 novembre 2015

ilmanifesto.info

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Bombarder – a déclaré la ministre de la Défense Pinotti (Pd)- « ne doit pas être un tabou ». Ainsi tombe en Italie et Europe le tabou de la guerre et, avec lui, celui du nazisme aussi. A Kiev, rapporte l'Ansa dans un document reportage (4 novembre), arrivent chaque semaine de la moitié de l'Europe (Italie comprise) et des USA des dizaines de « professionnels de la guerre » recrutés surtout par Pravy Sektor et par le bataillon Azov, d'empreinte clairement nazie. Les bataillons néonazis font partie de la Garde nationale, entraînée par des instructeurs étasuniens et britanniques. Dans ce cadre se trouvent entraînés et armés aussi les étrangers, envoyés ensuite combattre au Donbass contre les Russes d'Ukraine. A leur retour dans leur patrie, leur est fourni « le passeport ukrainien, une sorte de laissez-passer qui peut servir dans le monde entier ». Le cadre est clair. L'Ukraine de Kiev, de fait déjà dans l'Otan sous commandement étasunien, est devenue le « sanctuaire » du nazisme résurgent au cœur de l'Europe. Le régime de Kiev a mis hors la loi non seulement le Parti communiste mais le communisme en tant que tel, dont la profession est considérée comme un délit. Il a transformé l'Ukraine en centre de recrutement de néonazis provenant de pays européens et extra-européens, de fait sélectionnés, entraînés et armés par l'Otan. Après avoir été mis à l'épreuve dans des actions militaires réelles dans le Donbass, on les fait rentrer avec le « laissez-passer » du passeport ukrainien dans leurs pays, Italie comprise. Là les plus méritants entrent dans le nouveau Gladio, prêt, si nécessaire, à provoquer d'autres « places Maïdan » (ou pire) en Europe.

Le tout avec la connivence des gouvernements européens. A ceux qui considèrent ce scénario comme « complotiste », nous conseillons de visionner l'intervention de Ferdinando Imposimato, Président honoraire de la Cour Suprême de Cassation, à la Conférence internationale organisée à Rome le 26 octobre par le Comité No Guerra No Nato. Il affirme : « dans les enquêtes que j'ai faites sur les massacres, de celui de Piazza Fontana à ceux de Capaci et de Via d'Amelio, il a été asserté que l'explosif utilisé venait des bases Otan ». C'est là que « se réunissaient des membres du terrorisme noir, des officiers de l'Otan, des mafieux, des hommes politiques italiens et des francs-maçons, à la veille des attentats. Et cela arrive à partir du début des années Soixante sans interruption ».

Dans une telle situation, dans la gauche italienne et européenne le tabou de l'Otan continue par contre à dominer. En Italie aucun parti de l'opposition parlementaire n'a dans son programme la sortie de l'Otan. En Grèce Syriza a de fait effacé de son programme l'objectif de « fermer toutes les bases étrangères en Grèce et sortir de l'Otan », comme celui d' « abolir les accords de coopération militaire avec Israël », qui ont au contraire été renforcés par celui souscrit en juillet dernier par Panos Kammenos, fondateur du parti de droite Anel, auquel le gouvernement Tsipras a confié le ministère de la défense. Pareil en

Espagne, où Podemos, qui avait dans son programme un référendum sur la sortie de l'Espagne hors de l'Otan, l'a redimensionné en mettant dans son programme pour les élections du 20 décembre l'objectif d'une « plus grande autonomie stratégique d'Espagne et d'Europe au sein de l'Otan ». Sergio Pascual, dirigeant et candidat de Podemos à Séville, déclare que, concernant les bases étasuniennes en Espagne, « nous respecterons jusqu'à la dernière virgule les accords souscrits par notre pays ». Le général Julio Rodriguez, candidat de Podemos comme futur ministre de la défense, réaffirme que « l'Otan est nécessaire ». Comme elle l'était en 2011 quand Rodriguez, ancien chef d'état-major, collaborait, en tant que chef de la mission espagnole dans l'Otan, au bombardement de la Libye.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 10 novembre 2015 de *il manifesto*

<http://ilmanifesto.info/nato-il-tabu-della-sinistra/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est ilmanifesto.info

Copyright © [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.info), ilmanifesto.info, 2015

Articles Par : [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.info)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien *il manifesto*. Parmi ses derniers livres: *Geocommunity* (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; *Geolaboratorio*, Ed. Zanichelli 2014; *Se dici guerra...*, Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca